

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK**Séance du 25 juin 2025****Objet n° 42** de l'ordre du jour

PRÉSENTS: M. Hasan Koyuncu, Président du conseil; Mme Audrey Henry, Bourgmestre; M. Vincent Vanhalewyn, Echevin; Mme Justine Harze, Echevine; MM. Cedric Mahieu, Frederic Nimal, Abobakre Bouhjar, Martin de Brabant, Echevin; Mme Gudrun Willems, Echevine; Mme Deborah Lorenzino, Echevine; M. Thomas Eraly, Echevin; M. Quentin Van Den Hove, Mme Angelina Chan, MM. Bernard Clerfayt, Georges Verzin, Mme Cécile Jodogne, MM. Ibrahim Donmez, Sadik Koksai, Mme Leila Lahssaini, M. Yusuf Yildiz, Mmes Naima Belkhatir, Emel Kose, Marie Gervais, M. Anton Schuurmans, Mme Farida Tahar, MM. Ufuk Narinc, Elias Ammi, Mmes Barbara Trachte, Isabelle Durant, M. Ahmed El bargeragei, Mmes Yousra Ouchen, Sarah Bestrioui, M. Yvan De beaufort, Mmes Chloé Deguide, Laure Lita, Yousra Douhri, Marie Speeckaert, MM. Benjamin Devos, Abdourahmane Balde, Saït Köse, Olivier Willocx, Matthieu Degrez, Quentin Vanbaelen, Mathias Gyselen, Conseillers communaux; M. David Neuprez, Secrétaire Communal.

ABSENTS: Mme Done Sonmez, M. Emin Ozkara, Mme Ayse Yigit, Conseillers communaux.

#Objet : Règlement-redevance pour le placement et la mise à disposition de signalisation routière sur la voirie - Modification concernant le délai d'introduction des demandes tardives #

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité.

Vu l'article 173 de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 135, § 2, de la Nouvelle loi communale ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles Capitale, telle que modifiée à ce jour ;

Revu sa délibération du 21 juin 2017, approuvant le règlement-redevance pour le placement et la mise à disposition de signalisation routière en voirie;

Vu la situation financière de la Commune;

Considérant le nombre important de demandes visant à une occupation temporaire de la voie publique, à titre privatif, pour toutes sortes d'occasions particulières (par exemple, des travaux de construction, démolition, transformation, réparation, rénovation, entretien d'immeuble, un déménagement, une livraison, etc.), qui nécessitent l'intervention des services communaux et la mise à disposition de panneaux de signalisation routière ;

Considérant que l'intervention des services communaux et la mise à disposition de matériel ad hoc sont nécessaires, aussi, lorsqu'une situation de danger pour la sécurité du passage sur la voie publique est causée par un comportement fautif ou événement fortuit, dans le but d'assurer la sécurité du passage sur la voie publique (article 135, § 2, de la Nouvelle loi communale) ;

Considérant qu'il convient de prévoir la « rémunération » de ces prestations, prises en charge par la Commune, par des « redevances », d'un montant proportionnel au coût ou à l'intérêt de celles-ci ;

ARRETE :**Article 1 :**

Il est établi une redevance pour :

A) les services techniques rendus par le personnel communal et la mise à disposition de panneaux de signalisation routière, à la demande expresse ou non de particuliers, d'organismes privés ou publics, à l'occasion de réservation d'emplacements devant servir d'aire de parking sur la voie publique ;

B) les services techniques rendus par le personnel communal et la mise à disposition de dispositifs de protection afin de garantir la sécurité du passage sur la voie publique

A) Pour les services techniques rendus et la mise à disposition de panneaux, à la demande, à l'occasion de réservation d'emplacements devant servir d'aire de parking sur la voie publique :

Article 2 :

§1. Les montants de la redevance sont les suivants :

- pour le chargement, le transport et le placement aux endroits requis du matériel de signalisation ad hoc :	30 €
- pour l'enlèvement, le transport et le déchargement du matériel après son utilisation sur place :	30 €
- par panneau de signalisation placé aux endroits qui s'imposent et par jour d'utilisation	5 €

§2. En cas de déménagement d'un endroit à un autre endroit dans la commune, le même jour, le prix pour le placement et l'enlèvement du matériel ne sera facturé qu'une seule fois.

§3. La demande devra être introduite au minimum 10 jours ouvrables précédant la date effective de l'interdiction de stationner. Lorsque la demande est introduite tardivement, soit entre le 9^e et le 5^eme jour ouvrable précédant la date effective de l'interdiction de stationner, une indemnité forfaitaire de 50€ sera ajoutée aux montants de la redevance prévue au § 1er.

Aucune demande ne sera acceptée dans un délai de moins de 5 jours ouvrables, sauf cas de force majeure.

§4. En cas de prolongation de la réservation, celle-ci devra être introduite au plus tard le jour ouvrable précédant la fin de l'interdiction en cours ; Un montant forfaitaire de 30€ pour l'intervention des services techniques et de 5€ par panneau et par jour

sera facturé.

Article 3 :

En cas de renonciation ou d'annulation de la demande, l'Administration communale devra être avertie au plus tard, le dernier jour ouvrable précédant la date prévue pour le placement des panneaux.

A défaut d'être avertie au plus tard, le dernier jour ouvrable précédant la date prévue pour le placement des panneaux, la redevance sera due dans son entièreté, tant pour le placement que pour l'enlèvement des panneaux (2 x 30 EUR), et pour les panneaux de signalisation mis à disposition (5 EUR par panneau et par jour).

Article 4 :

Pour l'application du présent règlement, on entend par jour ouvrable, chaque jour à l'exception des samedis, dimanches et jours fériés légaux et réglementaires, à savoir, le : 1er janvier, lundi de Pâques, 1er et 8 mai, jeudi de l'Ascension, lundi de Pentecôte, 21 juillet, 15 août, 1, 2, 11 et 15 novembre, 25 et 26 décembre.

B) Pour les services techniques rendus et la mise à disposition de dispositifs de protection afin de garantir la sécurité du passage sur la voie publique :

Article 5 :

La redevance est fixée à un montant global de 40€/semaine (7 jours de calendrier). Toute semaine entamée sera comptabilisée pour une semaine complète.

Article 6 :

Il incombe au contribuable de notifier à l'Administration la cessation d'utilisation des dispositifs de protection. Cette date déterminera la durée de l'occupation à prendre en compte pour le calcul de la redevance.

Article 7 :

La redevance est payable en totalité, dans le mois qui suit la cessation d'utilisation des dispositifs de protection.

Dispositions communes

Article 8 :

La redevance est due par la personne ou l'organisme privé ou public qui demande le service ou par la personne physique ou morale à qui est imputable la faute, qui a nécessité les services techniques et le placement de dispositifs de protection.

Article 9 :

La redevance est due, indépendamment de la taxe communale sur l'occupation du domaine public, établie conformément au règlement-taxe en vigueur.

Article 10 :

La redevance est acquittée au préalable soit par paiement électronique, soit par un virement ou versement à un compte bancaire de la Commune, conformément aux modalités prescrites par le règlement.

Article 11 :

A défaut de règlement à l'amiable, le recouvrement de la redevance sera poursuivi par la voie civile légale.

Article 12 :

Le paiement de la redevance n'entraîne pour la commune aucune obligation spéciale de surveillance. L'occupation privative du domaine public se fait aux risques et périls et sous la responsabilité du bénéficiaire du service.

La Commune ne peut être tenue pour responsable en cas de déplacement des panneaux par des tiers.

Article 13 :

Le paiement de la redevance est indépendant de l'indemnité qui pourrait être réclamée pour la réparation éventuelle des dégradations occasionnées à la voie publique.

Article 14

A défaut de paiement de la redevance dans le délai prescrit, un rappel est envoyé par la commune. Si un deuxième rappel s'avère nécessaire, des frais administratifs de 15€ seront réclamés et portés à charge du débiteur de la redevance.

Article 15 :

La présente délibération entre en vigueur le 1er août 2025. Elle annule et remplace le règlement-redevance approuvé par le Conseil communal en séance du 21 juin 2017.

Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 25 juin 2025.

Le Secrétaire Communal,



David NEUPREZ



La Bourgmestre,



Audrey HENRY

UITTREKSEL uit het Notulenboek van de GEMEENTERAAD van SCHAARBEEK**Vergadering van 25 juni 2025****Voorwerp nr 42 van de agenda**

AANWEZIG: H. Hasan Koyuncu, Voorzitter van de Gemeenteraad; Mevr. Audrey Henry, Burgemeester; H. Vincent Vanhalewyn, Schepen; Mevr. Justine Harze, Schepene; HH. Cedric Mahieu, Frederic Nimal, Abobakre Bouhjar, Martin de Brabant, Schepenen; Mevr. Gudrun Willems, Schepene; Mevr. Deborah Lorenzino, Schepen; H. Thomas Eraly, Schepen; H. Quentin Van Den Hove, Mevr. Angelina Chan, HH. Bernard Clerfayt, Georges Verzin, Mevr. Cécile Jodogne, HH. Ibrahim Donmez, Sadik Koksas, Mevr. Leila Lahssaini, H. Yusuf Yildiz, Mevr. Naima Belkhatir, Emel Kose, Marie Gervais, H. Anton Schuurmans, Mevr. Farida Tahar, HH. Ufuk Narinc, Elias Ammi, Mevr. Barbara Trachte, Isabelle Durant, H. Ahmed El bargeragei, Mevr. Yousra Ouchen, Sarah Bestrioui, H. Yvan De beaufort, Mevr. Chloé Deguide, Laure Lita, Yousra Douhri, Marie Speeckaert, HH. Benjamin Devos, Abdourahmane Balde, Saït Köse, Olivier Willocx, Matthieu Degrez, Quentin Vanbaelen, Mathias Gyselen, Gemeenteraadsleden; H. David Neuprez, Gemeentesecretaris.

AFWEZIG: Mevr. Done Sonmez, H. Emin Ozkara, Mevr. Ayse Yigit, Gemeenteraadsleden.

#Voorwerp : Retributiereglement voor de plaatsing en terbeschikkingstelling van verkeerssignalisatie op de weg - Wijziging betreffende de termijn voor de indiening van late aanvragen #

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Gelet op artikel 173 van de Grondwet ;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 135 § 2 , van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals zij tot op heden werd gewijzigd;

Bij herziening van het raadsbesluit van 21 juni 2017 houdende goedkeuring van het retributiereglement voor de plaatsing en terbeschikkingstelling van verkeerssignalisatie op de openbare weg;

Gelet op de financiële situatie van de Gemeente;

Overwegende het grote aantal aanvragen voor een tijdelijke bezetting van de openbare weg, voor privédoeleinden, te weten allerlei bijzondere gelegenheden (bijvoorbeeld bouw-, afbraak-, transformatiewerkzaamheden, herstellingen, renovaties, onderhoud van gebouwen, een verhuis, een levering, enz.), waarvoor de interventie van de gemeentediensten en de terbeschikkingstelling van verkeerssignalisatie noodzakelijk zijn;

Overwegende dat de tussenkomst van de gemeentediensten en de terbeschikkingstelling van het materieel ad hoc eveneens noodzakelijk zijn wanneer er zich een gevaarlijke situatie voordoet die een veilige doorgang op de openbare weg hindert en wordt veroorzaakt door een foutief gedrag of een toevallige gebeurtenis en de veilige doorgang op de openbare weg bijgevolg moet worden verzekerd (artikel 135, § 2, van de Nieuwe Gemeentewet);

Overwegende dat het past een “verloning” voor deze prestaties, die ten laste vallen van de Gemeente, te voorzien, door de toepassing van “retributies” voor een bedrag in verhouding tot de kost of het belang ervan;

BESLUIT :**Artikel 1**

Er wordt een retributie vastgesteld voor:

A) De technische dienstverlening uitgevoerd door het gemeentepersoneel en de terbeschikkingstelling van verkeerssignalisatiemateriaal, op uitdrukkelijke aanvraag of niet van particulieren, van privé- of openbare instellingen, voor het voorbehouden van plaatsen, die gebruikt worden voor stationering op de openbare weg;

B) De technische dienstverlening uitgevoerd door het gemeentepersoneel en de terbeschikkingstelling van beschermingsvoorzieningen met het oog op het verzekeren van de veiligheid van de gebruikers van de openbare weg

A) Voor de technische dienstverlening en de terbeschikkingstelling van verkeersborden, op aanvraag, ter gelegenheid van de reservering van parkeerplaatsen die gebruikt worden voor stationering op de openbare weg.

Artikel 2

§1. Is het bedrag van de retributie als volgt:

- voor het laden, het vervoer en het aanbrengen op de vereiste plaatsen van het signalisatiemateriaal ad hoc :	30 €
- voor het verwijderen, het vervoer en het lossen van dit materiaal na gebruik :	30 €
- per verkeersbord, geplaatst op de gevraagde plaatsen en per gebruiksday :	5 €

§2. In geval van een verhuis van de ene plaats naar een andere plaats in de gemeente, op dezelfde dag, zal de prijs voor de plaatsing en verwijdering van het materiaal slechts één maal worden aangerekend.

§3. De aanvraag moet minstens 10 werkdagen vóór de effectieve datum van het parkeerverbod worden ingediend.

Wanneer de aanvraag laat wordt ingediend, namelijk tussen de 9de en de 5de werkdag vóór de effectieve datum van het parkeerverbod, zal er een forfaitaire vergoeding van 50€ bijgeteld worden bij het bedrag van de retributie voorzien in §1. Behoudens bij overmacht, zal er geen enkele aanvraag worden aanvaard binnen een termijn van minder dan 5 werkdagen.

§4. In geval van een verlenging van de reservering, moet deze worden ingediend uiterlijk één werkdag voorafgaand aan het einde

van het lopende verbod; er zal een forfaitair bedrag van 30€ voor de tussenkomst van de technische dienst + van 5,00 € per verkeersbord en per dag worden gefactureerd.

Artikel 3 :

Indien wordt afgezien van de aanvraag of deze wordt geannuleerd, moet het Gemeentebestuur hiervan op de hoogte worden gebracht uiterlijk op de laatste werkdag die de datum voorzien voor de plaatsing van de borden voorafgaat.

Indien het Gemeentebestuur niet uiterlijk op de laatste werkdag die de datum voorzien voor de plaatsing van de borden voorafgaat werd verwittigd, is de retributie in haar totaliteit verschuldigd, zowel voor de plaatsing als voor de verwijdering van de borden (2 x 30 €) en voor de ter beschikking gestelde verkeersborden (5 € per bord en per dag)

Artikel 4 :

Voor de toepassing van huidig reglement wordt verstaan onder werkdag, elke dag met uitzondering van de zaterdagen, zondagen en wettelijke en reglementaire feestdagen, namelijk : 1 januari, Paasmaandag, 1 en 8 mei, Hemelvaartdag, Pinkstermaandag, 21 juli, 15 augustus, 1, 2, 11 en 15 november, 25 en 26 december.

B) Voor de technische dienstverlening en de terbeschikkingstelling van beschermingsvoorzieningen met het oog op het verzekeren van de veiligheid van de gebruikers van de openbare weg

Artikel 5

Wordt de retributie vastgesteld op een globaal bedrag van 40 €/week (7 kalenderdagen). Elke begonnen week wordt als een volledige week aangerekend.

Artikel 6

Het behoort de belastingbetaler toe aan het Bestuur de stopzetting van het gebruik van de beschermingsvoorzieningen mee te delen. Deze datum bepaalt de duur van de bezetting die in rekening wordt genomen voor de berekening van de retributie.

Artikel 7

De retributie dient in haar totaliteit te worden betaald, binnen de maand die volgt op het verwijderen van de beschermingsvoorzieningen.

Gemeenschappelijke voorschriften

Artikel 8

De retributie is verschuldigd door de persoon of de privé- of openbare instelling die de dienst aanvraagt of door de natuurlijke of rechtspersoon, aan dewelke de fout wordt toegeschreven en door dewelke de dienstverlening van de technische diensten en de plaatsing van de beschermingsvoorzieningen noodzakelijk was.

Artikel 9

De retributie is verschuldigd, onafhankelijk van de gemeentebelasting op de bezetting van het openbare domein, opgemaakt in overeenstemming met het geldende belastingreglement.

Artikel 10

De retributie wordt vooraf vereffend hetzij via elektronische betaling, hetzij door overschrijving of storting op een bankrekening van de Gemeente, overeenkomstig de door dit reglement voorgeschreven modaliteiten.

Artikel 11

Bij gebrek aan een regeling in der minne, zal de retributie op de legale burgerlijke weg worden ingevorderd.

Artikel 12

De betaling van de retributie brengt voor de gemeente geen bijzondere verplichting tot toezicht met zich mee. De privé-bezetting van het openbaar domein gebeurt voor risico en onder de verantwoordelijkheid van diegene die geniet van de dienst. De Gemeente kan niet verantwoordelijk worden gesteld in geval van verplaatsing van de borden door derden.

Artikel 13

De betaling van de retributie is onafhankelijk van de schadevergoeding die zou kunnen worden geëist voor de eventuele herstelling van de beschadigingen veroorzaakt aan de openbare weg.

Artikel 14

Bij gebrek aan betaling van de retributie binnen de voorgeschreven termijn wordt door de gemeente een herinneringsbrief toegestuurd. Indien een tweede herinnering noodzakelijk blijkt, zullen 15€ administratiekosten worden aangerekend, ten laste van diegene die de retributie verschuldigd is.

Artikel 15 :

Onderhavig raadsbesluit treedt in werking vanaf 1 augustus 2025. Het annuleert en vervangt het raadsbesluit van 21 juni 2017. Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op

Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 25 juni 2025.

De Gemeentesecretaris,



David NEUPREZ



De Burgemeester,



Audrey HENRY